

L'ENGAGEMENT FÉMINISTE DES HOMMES, ENTRE CONTESTATION ET REPRODUCTION DU GENRE

Alban Jacquemart

L'Harmattan | *Cahiers du Genre*

2013/2 - n° 55
pages 49 à 63

ISSN 1298-6046

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-du-genre-2013-2-page-49.htm>

Pour citer cet article :

Jacquemart Alban, « L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre », *Cahiers du Genre*, 2013/2 n° 55, p. 49-63. DOI : 10.3917/cdge.055.0049

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre

Alban Jacquemart

Résumé

À partir d'une enquête auprès d'hommes engagés dans des collectifs féministes, cet article propose une analyse des réponses collectives et individuelles face à la reproduction, même partielle, des rapports sociaux de sexe au sein des groupes féministes. Il montre ainsi que l'engagement des hommes implique des ajustements organisationnels visant à réduire l'expression de la domination masculine. Du côté des militants, la prise en compte de leur exercice individuel de la domination masculine est potentiellement déstabilisatrice de l'engagement : l'euphémisation de leur participation à la reproduction des rapports sociaux de sexe permet alors d'assurer le maintien de l'engagement tandis que la volonté affichée de s'y confronter fragilise le militantisme et conduit, bien souvent, au désengagement.

MILITANTISME — HOMMES ET FÉMINISME — MIX-CITÉ — ANTI-PATRIARCAT —
DOMINATION MASCULINE

En s'appuyant sur les travaux de sociologie du genre, la sociologie des mobilisations a montré les mécanismes de production et de reproduction des inégalités entre hommes et femmes à l'œuvre dans les mouvements sociaux, y compris ceux qui s'affichent les plus progressistes et inscrivent l'égalité des sexes à leur agenda militant (Taylor, Whittier 1998, 1999 ; Cossy *et al.* 2005 ; Fillieule *et al.* 2007 ; Fillieule, Roux 2009). Ainsi, différents travaux ont souligné que les groupes militants sont

toujours traversés par une division sexuée du travail militant et s'appuient sur une définition genrée de l'engagement, qu'il s'agisse de mobilisations professionnelles (Kergoat *et al.* 1992), de militantismes syndicaux (Guillaume 2007 ; Buscatto 2009) et politiques (Bargel 2007) ou de mouvements sociaux contestataires (McAdam 1992 ; Dunezat 2007 ; Mathieu 2008). En revanche, si les mouvements féministes ont constitué un objet privilégié pour analyser les logiques genrées tant des trajectoires militantes (Jacquemart 2013) que des mobilisations collectives (Charpenel, Pavard 2013), les rapports sociaux de sexe ¹ à l'intérieur des groupes féministes ont été peu étudiés. Pourtant, les quelques recherches sur ce sujet témoignent de la valeur heuristique de cette démarche pour analyser les mouvements féministes (Strauss 1982 ; John, Eustance 1997 ; Taylor 2007 [1998] ; Henneron 2002 ; Schütz 2004 ; Jacquemart 2012a). Judith Taylor a ainsi observé, à partir de l'étude d'une campagne pour le droit à l'avortement en Irlande au début des années 1990, que si la présence des hommes dans les mobilisations féministes pouvait constituer une ressource, elle faisait également peser une forte contrainte, nécessitant de l'énergie et du temps militants pour réguler les tensions et agissant sur les choix stratégiques et politiques des militantes (Taylor 2007 [1998]). Plus généralement, ces travaux ont souligné la reproduction de la domination masculine dans les espaces féministes mixtes, tant par la propension des hommes à monopoliser la parole que par leur mise en avant dans l'espace public, notamment lors des manifestations de rue.

À la suite de ces premières recherches, cet article interroge l'engagement féministe au prisme du genre à travers deux questionnements principaux. Considérant que les groupes féministes, comme tout espace social, sont traversés par les rapports sociaux de sexe, il s'agira d'abord de questionner la manière dont les collectifs féministes prennent en charge cette dimension de leur activité militante. Pour ce faire, nous avons choisi de nous

¹ Nous utiliserons le concept de 'rapports sociaux de sexe' pour insister sur la dimension matérielle de la domination masculine, tandis que 'genre' et 'rapports de genre' renverront plus largement à la structure sociale instaurant et hiérarchisant les catégories de sexe et traversant l'ensemble de la vie sociale, tant dans ses dimensions symboliques que matérielles (Bereni *et al.* 2012).

focaliser sur deux lieux d'engagement qui ont émergé à la fin des années 1990 : Mix-Cité et des initiatives anti-patriarcales (voir la « Présentation des structures » précédant les articles de ce numéro). Ce choix vise à opérer une comparaison entre deux espaces militants féministes qui présentent des caractéristiques nettement distinctes : d'un côté une association formelle qui revendique une mixité de ses membres et de l'autre côté des initiatives éphémères et informelles organisées à partir du principe de non-mixité masculine. L'analyse des réponses collectives face aux mécanismes de (re)production des hiérarchies de genre au sein des collectifs sera ensuite complétée par l'étude de la prise en compte par les hommes eux-mêmes de cette dimension de l'expérience militante.

Méthodologie

Les matériaux mobilisés dans cet article sont issus d'une thèse de sociologie soutenue à l'EHESS en 2011 sur l'engagement d'hommes dans des associations féministes depuis 1870 (Jacquemart 2011). Le corpus constitué dans le cadre de cette recherche comprend trente-six entretiens biographiques, de nombreuses archives d'associations féministes et divers bulletins et journaux militants.

Cet article s'appuie principalement sur les entretiens biographiques effectués avec des militants de Mix-Cité (six) et des militants de groupes ou de rencontres anti-patriarcaux (six). Il mobilise également différents documents d'archives : les comptes rendus des assemblées générales annuelles et des textes publiés par l'association ou certain·e·s de ses membres en ce qui concerne Mix-Cité ; les comptes rendus des rencontres anti-patriarcales, souvent transmis par des enquêtés.

Les collectifs féministes face aux rapports sociaux de sexe

La mixité désenchantée : l'expérience de Mix-Cité Paris

Par le choix de regrouper femmes et hommes dans une association féministe, la création de Mix-Cité, en 1997, marque une rupture symbolique importante par rapport aux luttes des décennies passées. Pour les membres de l'association, le militantisme mixte est rendu possible par la (relative) diminution

des inégalités entre femmes et hommes, par la généralisation de la mixité dans les différentes sphères sociales et par la légitimité que les femmes ont acquise dans la sphère publique grâce aux mobilisations des années 1970 :

Les femmes ont montré qu'elles pouvaient lutter elles-mêmes contre les discriminations. Elles ont su s'arroger une prise de parole publique, qui leur était jusque-là refusée dans les mouvements mixtes, même progressistes. La domination masculine ayant été ébranlée, il nous est aujourd'hui possible de réfléchir ensemble, hommes et femmes².

L'association pose ainsi *a priori* la mixité comme une coopération égalitaire entre hommes et femmes. Cette conception la conduit alors à n'instaurer aucune restriction statutaire quant à la participation des hommes, notamment au niveau des instances dirigeantes, contrairement à certaines associations des mobilisations précédentes (Jacquemart 2012b). En effet, initialement, les statuts prévoyaient une présidence partagée par une femme et un homme, tandis que les postes de trésoriers et secrétaires étaient indifféremment attribués à des femmes ou des hommes. Mais en 1999, l'élection du bureau aboutit à une répartition fortement sexuée du travail militant qui interroge les militant-e-s :

Nous n'avions pas envisagé une mixité obligatoire au sein des postes, à part la co-présidence. Or, comme plus de filles se sont présentées que de garçons, les voix en faveur des filles se sont dispersées. De plus, chacun-e s'était présenté-e sur les postes qu'il/elle souhaitait occuper et le hasard (!) faisait que les garçons n'avaient pas postulé pour le poste de trésorier... Résultat des courses : deux secrétaires garçons et deux trésorières ! (Bilan 1999-2000).

Le résultat de l'élection apparaît d'autant plus contestable pour les militantes qu'il entraîne une surreprésentation des hommes par rapport à leur part parmi les adhérent-e-s : « *Trois garçons sur six élu-e-s dans une association à plus de 70 % féminine laisse perplexe* » (*ibid.*), souligne alors le compte rendu de l'assemblée générale. Au-delà de la seule répartition des fonctions au sein du bureau de l'association, c'est l'activité du groupe qui, plus largement, est traversée par les rapports sociaux de sexe. Ainsi,

² « Féministes aujourd'hui », Texte de présentation de l'association, 2001, <http://www.mix-cite.org/presentation/index.php3>, consulté le 11 mars 2012.

des travaux menés à partir d'observations ont déjà montré que les hommes avaient tendance à prendre davantage la parole et à être des détenteurs privilégiés des savoirs militants (Henneron 2002 ; Schütz 2004). De même, l'analyse sexuée des interventions des militant-e-s dans les médias, militants ou non, rend compte de l'inégale visibilité des hommes et des femmes de l'association. Entre 1997 et 2002, les bilans annuels montrent que plus d'un tiers des prises de parole de Mix-Cité dans la presse écrite, à la radio, à la télévision ou sur Internet est le fait d'hommes, alors que ceux-ci n'ont jamais représenté, au maximum, plus d'un quart des effectifs. Plus significatif encore, parmi ces interventions, les textes publiés au titre de l'association sur la même période sont signés par seize femmes et quatorze hommes.

Face à cette situation, l'association cherche à trouver un compromis organisationnel entre mixité et non-reproduction des rapports sociaux de sexe. Les statuts sont ainsi modifiés en 1999 et le bureau devient un collège obligatoirement composé de trois femmes et deux hommes, « *d'une part pour répondre à notre souci de mixité, et d'autre part pour correspondre à peu près à la proportion d'adhérent-e-s hommes/femmes de l'association* » (Bilan 2000-2001). En 2002, de nouveaux statuts renforcent la place centrale des femmes dans l'association : la présidence est réservée à une femme et le collège, composé de cinq membres, doit obligatoirement comporter au moins une femme et un homme³. Ces changements produisent au moins deux effets. D'une part, ils conduisent, dès 2002, à un désengagement des hommes qui sont, par exemple, de moins en moins nombreux à faire partie du collège et du conseil d'administration de Mix-Cité Paris⁴. D'autre part, les hommes sont nettement moins souvent les représentants de l'association dans ses prises de parole dans les médias : entre 2002 et 2011, ils constituent à

³ Compte rendu de l'assemblée générale, 2002.

⁴ Entre 2002 et 2009, il n'y a jamais plus d'un homme qui siège au collège, tandis qu'un à deux sièges seulement sont occupés par un homme au conseil d'administration, qui n'est pourtant soumis à aucune contrainte statutaire quant à sa répartition sexuée. On constate même un effondrement depuis 2007 : aucun homme n'est membre du collège et le conseil d'administration ne comprend qu'un seul homme.

peine 15 % des militant.e.s qui interviennent dans les médias au nom du collectif.

L'expérience de Mix-Cité Paris souligne ainsi les limites de la mixité initialement théorisée. Le militantisme féministe n'est, en effet, pas imperméable au poids des hiérarchies de genre dans l'ensemble des sphères sociales et l'association a dû réagir pour tenter de concilier mixité et contrôle politique du groupe par les femmes. En ce sens, l'exemple de Mix-Cité Paris rappelle que le militantisme féministe entre femmes et hommes implique un travail permanent de réajustement afin d'éviter, au maximum, la reproduction des rapports de pouvoir entre hommes et femmes. Il paraît cependant difficile, malgré des garanties statutaires et la vigilance des militantes, d'y échapper totalement.

La non-mixité désenchantée : les initiatives anti-patriarcales

En dépit d'un agenda politique affichant l'égalité femmes-hommes parmi ses objectifs, les milieux militants anarchistes et libertaires restent traversés par la domination masculine (Dupuis-Déri 2009). Dans cet espace militant, les expériences féministes mixtes sont elles aussi confrontées aux rapports sociaux de sexe, à l'image du Collectif anti-patriarcat (Duriez 2009). Aussi, l'initiative de rencontres ou de groupes anti-patriarcaux exclusivement masculins au cours des années 2000, constitue-t-elle une tentative de réponse face à cette situation. En effet, le choix de la non-mixité permet, *a priori*, d'évacuer la question des rapports sociaux de sexe et la division sexuée du travail militant.

Néanmoins, l'absence des femmes ne signifie pas une disparition des rapports de genre. Au contraire, on sait que la construction de la domination masculine se joue également entre hommes (Connell 2005 [1995]). Ainsi, les rapports de pouvoir entre hommes ne sont pas absents de ces groupes ou rencontres ponctuelles, comme le rapporte Gilles, impliqué depuis de nombreuses années dans les luttes anti-patriarcales :

Souvent dans ces milieux-là, on a beau être une poignée, ça s'est souvent transformé en guerre de coqs... on a pu assez vite retrouver les archétypes de la domination masculine [...] (Gilles, militant anti-patriarcal).

En effet, les rencontres et les groupes donnent lieu à des affrontements et des dissensions politiques entre les participants qui sont ressentis par certains comme des formes de reproduction de la compétition virile et, plus généralement, de la domination masculine. Ainsi, deux formes d'actualisation des rapports de genre sont particulièrement l'objet de tensions récurrentes qui empêchent la pérennisation des initiatives. D'abord, certaines de ces rencontres entre hommes voient s'exprimer des attaques, parfois violentes, contre le féminisme, et en particulier l'approche matérialiste et radicale développée par des femmes du milieu anarchiste et libertaire. Ainsi, lors d'une rencontre à Dijon en mars 2005, une discussion a pour thème la « possibilité ou non d'une critique des féministes/féminismes ». Elle est l'occasion pour certains participants qui en ont « *marre de (se) culpabiliser* » d'affirmer leur refus de se soumettre aux luttes féministes et de se voir imposer une ligne politique par les féministes⁵. Ces attitudes révèlent la volonté de s'affranchir, au moins en partie, d'un agenda féministe qu'ils ne contrôlent pas et visent à réaffirmer l'autonomie des hommes par rapport aux femmes. Plus largement, elles traduisent la réactualisation en contexte non mixte de l'asymétrie des positions sociales des hommes et des femmes, les premiers n'étant pas socialement habitués à prendre en compte la parole des femmes sur la domination masculine.

De manière similaire, la plupart des initiatives anti-patriarcales entre hommes menées dans les années 2000 sont traversées par des tensions entre les tenants d'une position féministe, pour qui les rencontres doivent permettre d'engager un travail de déconstruction de la 'masculinité oppressive', et ceux qui se détachent de plus en plus d'une telle posture et qui envisagent ces rencontres comme des lieux d'échange de leur souffrance en tant qu'hommes. Dans ce sens, un participant d'une rencontre de 2003 rapporte que « *parler de ses propres malheurs, ça marchait vachement mieux* » que d'échanger sur son propre exercice de la domination masculine. Dès lors, les rencontres, pourtant initialement conçues comme des moments de réflexions sur les

⁵ Comptes rendus des discussions des rencontres anti-patriarcales du 25 au 30 mars 2005 à Dijon.

pratiques masculines de domination, laissent souvent place à des discussions sur les souffrances que les normes de genre et les rôles sociaux de sexe imposent aux hommes. Cette « *impasse sur leur propre action oppressive* » (Thiers-Vidal 2002, p. 75) témoigne là encore d'une réactualisation des rapports de genre : tandis que la position spécifique des femmes est appréhendée par le prisme de la domination matérielle subie, la position spécifique des hommes est comprise en termes d'identité et de rôle social (Devreux 2004).

Ces différents éléments soulignent donc que la non-mixité entre hommes ne garantit pas la disparition des rapports de genre. D'une part, l'absence physique des femmes n'empêche pas leur présence symbolique à travers des discours qui visent à remettre en cause les militantes féministes. D'autre part, la non-mixité ne garantit pas la mise à distance des modes d'agir et de penser façonnés par le genre. Ces manifestations de la domination masculine dans ces univers militants ont alors suscité des tensions entre les participants, fragilisant les initiatives et empêchant leur pérennisation. Ainsi, la dissolution de groupes, et parfois l'annulation de rencontres, constituent le plus souvent la réponse collective aux problèmes soulevés.

Engagements féministes et position de dominant dans les rapports sociaux de sexe : aménagements individuels

Au même titre que d'autres collectifs, les groupes féministes sont donc traversés par les rapports sociaux de sexe. Néanmoins, par la spécificité de leur objet de luttes, nous avons vu qu'ils y sont largement attentifs et qu'ils engendrent des réactions collectives. Mais qu'en est-il des réponses masculines individuelles ? Des travaux ont montré que non seulement les hommes avaient conscience d'exercer la domination sur les femmes (Thiers-Vidal 2010), mais de surcroît que s'élaboraient des stratégies conscientes ou inconscientes de 'résistances' à l'égalité des sexes de la part des hommes (Devreux 2004). Dans le cas des militants féministes, cette dimension de leur position sociale de sexe vient particulièrement déstabiliser la cohérence de leur engagement féministe en soulignant que, à contretemps

de leurs convictions militantes, ils exercent eux-mêmes la domination contre laquelle ils luttent. Il s'agit alors d'analyser la façon dont ces militants se confrontent à l'existence de rapports de pouvoir entre femmes et hommes au sein des collectifs, et particulièrement à leur position de dominants dans ces rapports de pouvoir. Précisons néanmoins qu'il n'est pas question d'évaluer les postures des militants mais de comprendre comment ils construisent une cohérence à leur identité militante par rapport à une dimension critique de leur engagement, susceptible de le fragiliser ou de le délégitimer.

Maintenir la cohérence de son engagement par l'évitement

Si l'association Mix-Cité change plusieurs fois ses statuts pour faire face aux rapports sociaux de sexe à l'intérieur du collectif, de quelle manière les militants prennent-ils en compte la question des rapports de pouvoir dans le cadre militant ? Il semble que les militants de Mix-Cité rencontrés maintiennent leur engagement féministe, et sa cohérence, en minorant, voire en ignorant, la question des rapports de genre dans le cadre militant féministe. Ainsi, ni l'attention des militantes, ni les réflexions sur les dispositifs à envisager pour réduire au minimum une répartition sexuée des rôles ne conduisent nécessairement les militants rencontrés à interroger la dimension genrée du militantisme féministe. Pour Jean-Claude, par exemple, la question n'a simplement pas de pertinence :

On se pose pas de questions, 'est-ce qu'on envoie un homme ou une femme ?', etc. C'est très démocratique, tout le monde a le droit à la parole, tout le monde a autant d'importance (Jean-Claude, militant à Mix-Cité).

Cette citation peut apparaître d'autant plus surprenante que la conscience féministe permet de dévoiler les effets genrés d'affirmations telles que : « *Tout le monde a le droit à la parole* ». Le même décalage entre adhésion à une vision féministe et regard sur ses propres pratiques se retrouve dans le discours de Xavier sur son engagement à Mix-Cité, notamment à propos de son rôle de premier plan dans l'association :

J'ai jamais trouvé ça illégitime [d'occuper une fonction au collège de l'association]... je me serais pas effacé sous le prétexte que c'est les femmes qui doivent être devant, j'étais le

seul, voilà, y aurait eu cinq mecs, ça aurait été étrange, on se serait posé des questions... j'étais le seul, c'était pas spécialement... ça a jamais été illégitime et ça a jamais été senti ou vécu comme ça (Xavier, militant à Mix-Cité).

Pour une partie des militants donc, l'engagement est rendu possible par un évitement de la question des rapports sociaux de sexe dans l'activité militante de Mix-Cité Paris. D'autres militants expriment, en revanche, avoir conscience d'exercer parfois une domination. Cependant, cette seule affirmation produit en elle-même une mise à distance de leur action de dominants. Reconnaître qu'ils sont dominants participe en effet à montrer qu'ils ne sont plus *si* dominants. Clément rend ainsi compte de cette prise de conscience :

Essayer d'avoir conscience des mécanismes d'oppression tout ça dans le quotidien, ce n'est pas toujours facile, puis y a des fois, on est en contradiction totale (Clément, militant à Mix-Cité).

On pourrait alors interpréter ces propos comme traduisant un défaut d'intériorisation des cadres de pensée féministes. On pourrait également y voir la marque d'une résistance masculine, relativement classique (Dagenais, Devreux 1998), à la mise en cause féministe de leur position de pouvoir, d'autant que la plupart de ces militants sont disposés, par leurs capitaux scolaires et politiques, à comprendre de tels enjeux. Mais ce serait poser que les militantes tiennent un discours radicalement différent et qu'elles luttent contre les rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les associations. Or justement, si elles peuvent en avoir conscience, au même titre que les hommes, et tenter d'y répondre, certains éléments laissent penser qu'elles tendent également à les minimiser. En effet, en accordant une valeur symbolique et politique à la mixité, la mise en avant trop grande de la reproduction de la domination masculine à l'intérieur du collectif reviendrait à invalider un des principes de l'association. Ainsi, Liane Henneron note que s'il peut exister des débats au sujet de cette question, « *la mixité [est] devenue une part importante de l'identité de l'association qui prévaut sur d'autres principes féministes* » (Henneron 2002, p. 71). Les hommes peuvent donc minimiser ces enjeux parce que le cadre militant qu'ils ont choisi le leur permet. Par cet évitement d'une question qui fragilise leur engagement, les hommes rencontrés

ont alors la possibilité de stabiliser une identité militante féministe cohérente.

Une prise en compte qui déstabilise l'engagement

Les hommes qui organisent les différentes rencontres anti-patriarcales non mixtes dans les années 2000 se donnent pour objectif de déconstruire leur rôle de dominant. Un « week-end de réflexion anti-patriarcale non mixte hommes » qui a lieu en 2003 a ainsi pour ambition d'engager une réflexion sur « *la déconstruction par les hommes de leur rôle d'homme et d'opresseur* »⁶. Par conséquent, au contraire des militants de Mix-Cité Paris, les participants des initiatives anti-patriarcales rencontrés posent la question de leur propre exercice de la domination masculine de manière beaucoup plus centrale. Ils expriment alors leur volonté de ne pas reproduire les rapports sociaux de sexe à l'intérieur du groupe comme à l'extérieur.

Néanmoins, les rencontres ne se révèlent pas conformes aux attentes de leurs participants. En effet, la place centrale de la prise en compte des rapports de pouvoir dans la démarche militante apparaît finalement contre-productive pour ces militants. Conscients de la prégnance du genre dans l'ensemble de leurs façons d'être et de faire et de leur « *agentivité politique* » dans la domination masculine (Thiers-Vidal 2010), leur propre analyse de tous leurs comportements les renvoie systématiquement à leur position dominante et témoigne de l'échec de leur projet politique. Cette situation, souvent éprouvante pour les militants, conduit alors à un sentiment de culpabilité face à leur incapacité à quitter « les habits de la domination masculine ». Une discussion intitulée « Culpabilité-plaisirs, responsabilité-libération » se déroule ainsi lors de la rencontre anti-patriarcale non mixte de Dijon en 2005. Les quelques militants présents y expriment cette culpabilité qui naît de l'analyse systématique qu'ils font de leurs attitudes, propos et raisonnements. Les comptes rendus, obtenus auprès d'un participant, témoignent également, en langage télégraphique, de ce sentiment de culpabilité chez les militants :

⁶ « Appel pour un week-end de réflexion anti-patriarcale non mixte hommes début septembre 2003 ».

Effort culpabilisant. S'est pris des claques. C'est dur. Difficile de quitter des habitudes qui sont confortables. Problème de ne voir que les aspects noirs de la déconstruction, pas d'épanouissement, seulement une satisfaction intellectuelle.

Comment faire pour que notre conscience ne se transforme pas en culpabilité ?⁷

Dans ces conditions, le militantisme est mis en péril puisque la prise en compte systématique des rapports de pouvoir aboutit soit à une culpabilité qui empêche toute action, soit à un sentiment d'échec indépassable. Ces hommes sont ainsi confrontés à de nombreuses interrogations sur leur militantisme, concernant notamment la forme d'engagement la plus appropriée, pour lesquelles ils ne trouvent pas de réponse et qui mettent en danger la cohérence de leur identité militante. Cette instabilité mène alors souvent au désengagement, au moins partiel. Les propos de deux participants à ces rencontres traduisent ainsi la manière dont l'impossibilité de constituer une identité militante stable conduit au désengagement :

Si tu veux faire des actions politiquement intéressantes d'un point de vue pro-féministe, tu marches sur des œufs, et c'est assez usant, donc je pense que je le ferai par intermittence. [...] Je préfère faire des luttes où je me sens plus légitime et stable (Florian, militant anti-patriarcal).

Du coup c'est quoi une posture pro-féministe, anti-masculiniste, politiquement pertinente, quelque chose qui tienne la route, qui apporte un discours réellement, au final, pro-féministe, enfin... qui soit pas quelque chose qu'on garde juste pour nous, dont on retirerait des bénéfices, des avantages... (Jonathan, militant anti-patriarcal).

Face aux contradictions qu'ils identifient, ces militants finissent alors par cesser ou nettement ralentir leur militantisme. Ils peuvent également s'engager sur d'autres scènes militantes féministes pour participer à des luttes ciblées, comme par exemple au Planning familial. Ces nouveaux cadres militants, qui ne placent pas l'analyse des rapports de pouvoir au sein du collectif au cœur de leur travail militant, redonnent alors une

⁷ Comptes rendus des discussions des rencontres de Dijon du 25 au 30 mars 2005, archives personnelles.

cohérence à leur engagement et leur offre une identité militante féministe plus stable.

* *

*

En mobilisant le genre pour l'étude de deux collectifs féministes des années 2000, la démarche adoptée a montré que, si les mouvements féministes et leurs militant-e-s ont pour objet la contestation de la domination masculine, ils ne peuvent s'en extraire totalement. En d'autres termes, ce travail souligne que le genre est une « *catégorie utile d'analyse* » (Scott 1988 [1986]) des mobilisations féministes. D'une part, en soulignant que les rapports sociaux de sexe traversent aussi les associations féministes, le recours au genre comme catégorie d'analyse permet de sortir d'une vision a-sociologique et anhistorique du militantisme féministe qui laisserait penser que, en raison de l'objet même de sa mobilisation, un groupe féministe serait en dehors de la domination masculine. D'autre part, penser conjointement genre et féminisme permet de saisir plus finement les processus d'engagement féministe, mais aussi de maintien et de sortie de l'engagement.

Références

- Bargel Lucie (2007). « La résistible ascension des femmes à la direction du Mouvement des jeunes socialistes ». *Genèses*, n° 67.
- Bereni Laure, Chauvin Sébastien, Jaunait Alexandre, Revillard Anne (2012). *Introduction aux études sur le genre*. Bruxelles, De Boeck.
- Buscatto Marie (2009). « Syndicaliste en entreprise. Une activité si 'masculine'... ». In Fillieule Olivier, Roux Patricia (eds).
- Charpenel Marion, Pavard Bibia (2013). « Féminisme ». In Achin Catherine, Bereni Laure (eds). *Dictionnaire genre & science politique. Concepts, objets, problèmes*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Connell Raewyn W. 2005 [1995]. *Masculinities*. Cambridge, Polity Press.
- Cossy Valérie, Pannatier Gaël, Perrin Céline, Roux Patricia (eds) (2005). « Les logiques patriarcales du militantisme ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 24, n° 3.

- Dagenais Huguette, Devreux Anne-Marie (eds) (1998). « Ils changent, disent-ils ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 19, n° 2-3-4 et *Recherches féministes*, vol. 11, n° 2.
- Devreux Anne-Marie (2004). « Les résistances des hommes au changement social : émergence d'une problématique » [Introduction]. *Cahiers du genre*, n° 36.
- Dunezat Xavier (2007). « La fabrication d'un mouvement social sexué : pratiques et discours de lutte ». *Sociétés et représentations*, n° 24.
- Dupuis-Déri Francis (2009). « L'anarchisme face au féminisme. Une comparaison France-Québec ». In Fillieule Olivier, Roux Patricia (eds).
- Duriez Hélène (2009). « Des féministes chez les libertaires. Remue-ménage dans le foyer anarchiste ». In Fillieule Olivier, Roux Patricia (eds).
- Fillieule Olivier, Mathieu Lilian, Roux Patricia (eds) (2007). « Militantisme et hiérarchies de genre ». *Politix*, n° 78.
- Fillieule Olivier, Roux Patricia (eds) (2009). *Le sexe du militantisme*. Paris, Presses de Sciences Po.
- Guillaume Cécile (2007). « Le syndicalisme à l'épreuve de la féminisation. La permanence 'paradoxale' du plafond de verre à la CFDT ». *Politix*, n° 78.
- Henneron Liane (2002). *Les recompositions du mouvement féministe, 1981-2002*. Mémoire de DEA en sociologie, Paris, EHESS.
- Jacquemart Alban (2011). *Les hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010)*. *Sociologie d'un engagement improbable*. Doctorat de sociologie, Paris, EHESS.
- (2012a). « Du registre humaniste au registre identitaire. La recomposition du militantisme féministe masculin dans les années 1970 ». *Sociétés contemporaines*, n° 85.
- (2012b). « Comment éviter la domination masculine sans éviter les hommes ? Les mouvements féministes français face à leurs militants hommes (1870-2010) ». In Gothuey Julie *et al.* (eds). *Enquêter sur le genre. Terrains et pratiques*. Nancy, Presses universitaires de Nancy – Éditions universitaires de Lorraine.
- (2013). « Engagement militant ». In Achin Catherine, Bereni Laure (eds). *Dictionnaire genre & science politique. Concepts, objets, problèmes*. Paris, Presses de Sciences Po.
- John Angela V., Eustance Claire (eds) (1997). *The Men's Share? Masculinities, Male Support and Women's Suffrage in Britain, 1890-1920*. London & New-York, Routledge.

- Kergoat Danièle, Imbert Françoise, Le Doaré Hélène, Senotier Danièle (1992). *Les infirmières et leur coordination. 1988-1989*. Paris, Lamarre.
- Mathieu Lilian (2008). « L'intégration du féminisme dans le mouvement altermondialiste ». In Sommier Isabelle, Fillieule Olivier, Agrikoliansky Éric (eds). *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe. Une perspective comparée*. Paris, Karthala.
- McAdam Doug (1992). "Gender as a Mediator of the Activist Experience: The Case of Freedom Summer". *American Journal of Sociology*, vol. 97, n° 5.
- Schütz Gabrielle (2004). *La mixité dans les associations féministes*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Université Paris X Nanterre.
- Scott Joan W. (1988 [1986]). « Genre : une catégorie utile d'analyse historique ». *Les Cahiers du Grif*, n° 37-38.
- Strauss Sylvia (1982). *"Traitors to the Masculine Cause". The Men's Campaigns for Women's Rights*. Westport, Greenwood Press.
- Taylor Judith (2007 [1998]). « Les tactiques féministes confrontées aux 'tirs amis' dans le mouvement des femmes en Irlande ». *Politix*, n° 78.
- Taylor Verta, Whittier Nancy (eds) (1998). "Gender and Social Movements: Part 1". *Gender and Society*, vol. 12, n° 6.
- (1999). "Gender and Social Movements: Part 2". *Gender and Society*, vol. 13, n° 1.
- Thiers-Vidal Léo (2002). « De la masculinité à l'anti-masculinisme : penser les rapports sociaux de sexe à partir d'une position sociale oppressive ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 21, n° 3.
- (2010). *De « L'ennemi principal » aux principaux ennemis. Position vécue, subjectivité et conscience masculines de domination*. Paris, L'Harmattan.